



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

Paris et Londres divergent. Lors de leur premier sommet bilatéral, le Premier ministre britannique et le président français ont annoncé **des projets de coopérations militaires** mais ont affiché leurs divergences à propos de la révision des traités européens voulue par Londres.

L'Espagne se mobilise pour le droit à l'avortement. Mouvement suivi en Europe.

Ukraine: soutien de Kerry à l'opposition et **Vitali Klitschko star incontestable** à Munich. Washington et Bruxelles "se tiennent aux côtés du peuple ukrainien dans son combat. Le régime Ianoukovitch va-t-il céder ? : "Si les Européens brandissent la carotte, le bâton n'est pas loin" et **Moscou hausse le ton.**

Pratique. BiC et IBAN Vous saurez tout sur le paiement **SEPA**, applicable en Europe au premier février.

Election du PE. Deux nouveaux sièges d'eurodéputés pour **l'Ile de France** qui inclut les 1,6 millions de **Français établis hors de France.**

L'Europe est-elle aussi corrompue que les Européens le disent? C'est ce que semble penser la commission. **JPV**

INSTITUTIONS

Hollande à Cameron : "La révision des traités européens n'est pas une priorité.

Lors du sommet franco-britannique organisé vendredi 31 janvier sur la base militaire de Brize Norton, près d'Oxford, **le président français et le Premier ministre britannique ont affiché leurs divergences sur l'Europe.** David Cameron a maintenu sa position, appelant à **une révision des traités de l'Union européenne d'ici 2017.** "Nous voulons ces

06.02.2014

changements, nous voulons cette renégociation, cette renégociation impliquera des changements dans le traité", a-t-il martelé. **Une volonté que François Hollande ne partage pas.** La France "souhaite que la zone euro puisse être davantage coordonnée, intégrée et s'il y a des modifications de textes, elles ne nous paraissent pas aujourd'hui de l'ordre de l'urgence", a déclaré François Hollande. **Il a par ailleurs déclaré "respecter parfaitement" le choix de David Cameron d'organiser un référendum** sur le maintien du Royaume-Uni dans l'UE d'ici la fin 2017, en cas de réélection en 2015, **ajoutant tout de même qu'on ne pouvait pas "faire peser sur l'Europe le choix britannique**

COMMISSION/CONSEILS

Réunion des chefs d'État européens prévue dans la foulée des élections

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, compte organiser un sommet exceptionnel deux jours après les élections européennes. Une décision qui donne aux chefs d'État une grande force d'influence dans le choix du président de la Commission européenne.

Les chefs d'État et de gouvernement désigneront officiellement le candidat à la Commission lors d'un Conseil européen formel les 26 et 27 juin. La personne sélectionnée doit obtenir un vote de soutien à la majorité simple au Parlement européen et les chefs d'État européens doivent « tenir compte » des élections du Parlement européen, comme le prévoit **le traité de Lisbonne (article 17, alinéa 7)**.

Herman Van Rompuy a expliqué que le président du Conseil européen devait vérifier si un candidat peut s'assurer une majorité parlementaire derrière lui. Si le Parlement présente un candidat qui bénéficie d'une majorité stable et crédible, il pourra influencer très fortement la décision.

La Commission dévoile le premier «rapport anticorruption de l'UE»

La corruption reste un défi pour l'Europe. Elle n'épargne aucun État membre et coûte près de 120 milliards d'euros par an à l'économie de l'Union européenne. Les États membres ont pris de nombreuses initiatives au cours des dernières années, mais les résultats obtenus sont inégaux et des efforts supplémentaires sont nécessaires pour prévenir et sanctionner la corruption. Pratiquement toutes les sociétés espagnoles, grecques ou italiennes estiment que **la corruption est un phénomène largement répandu,**

06.02.2014

alors qu'elle est considérée comme un fait rare au Danemark, en Finlande et en Suède.

Telles sont quelques-unes des conclusions du tout premier **«rapport anticorruption de l'UE»** publié aujourd'hui par la Commission européenne. Ce rapport expose la situation dans chaque État membre: les dispositifs anticorruption en vigueur, les mesures ayant fait leurs preuves, les éléments susceptibles d'être améliorés et les moyens pour ce faire. Les chapitres nationaux, en anglais et dans les langues nationales, sont disponibles à l'adresse suivante: <http://ec.europa.eu/anti-corruption-report>

Guy Verhofstadt entre en lice pour la présidence de la Commission

L'ancien premier ministre belge Guy Verhofstadt a recueilli le soutien total de son groupe politique lors du congrès du groupe libéral. Il sera le porte-drapeau de la campagne des libéraux lors des européennes de mai 2014. **Le Belge sera à la barre de la campagne aux côtés d'Olli Rehn**, l'actuel commissaire aux affaires économiques et monétaires.

Pour en savoir plus Pour la première fois, **les formations paneuropéennes ont choisi ou vont choisir un candidat** pour mener les élections qui se tiendront dans les 28 États de l'Union en mai prochain.

Chaque candidat sera en lice pour le poste de Président de la commission européenne.

Les socialistes européens ont déjà choisi l'Allemand **Martin Schulz**, les Verts ont choisi un tandem composé du Français **José Bové** et de l'Allemande **Ska Keller** et la Gauche radicale sera emmenée par le Grec **Alexis Tsipras**. Le Parti populaire européen choisira lui sa tête d'affiche en mars. Et depuis ce week-end, on connaît le candidat des Libéraux : il s'agit donc de **Guy Verhofstadt**, un **fédéraliste convaincu**, il sera associé à l'actuel commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, le Finlandais **Olli Rehn**.

PARLEMENT

Elections

Deux nouveaux sièges d'eurodéputés pour l'Ile de France

Le ministère de l'Intérieur s'est enfin décidé à répartir les deux nouveaux sièges dont va hériter la France au Parlement européen. L'Ile de France sera représentée par 15 eurodéputés plutôt que 13. Moins de 4 mois avant les élections européennes, **la répartition des 74 sièges a été officialisée mercredi 5 février en conseil des ministres.**

Le ministère de l'Intérieur a rappelé que **la loi du 26 mai 2011** relative à l'élection des représentants au Parlement européen **a étendu le périmètre de la circonscription Ile-de-France, en y incluant les 1,6 millions de Français établis hors de France.**

La nouvelle répartition des sièges est la suivante.

-10 sièges pour la circonscription du Nord-ouest, qui regroupe la Basse-Normandie, la Haute-Normandie, le Nord-Pas-de-Calais et la Picardie ;

-9 sièges pour la circonscription de l'Ouest, composée de la Bretagne, des Pays de la Loire et du Poitou-Charentes ;

-9 sièges pour la circonscription de l'Est, soit les régions Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Lorraine et Franche-Comté ;

-10 sièges pour la circonscription Sud-Ouest, à savoir les régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées ;

-13 sièges pour la circonscription Sud-Est, soit les régions Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes ;

-5 sièges pour la circonscription Massif central-Centre, composée de l'Auvergne, du Limousin et du Centre ;

-15 sièges pour la circonscription Île-de-France, qui correspond à la **région homonyme et aux Français établis hors de France ;**

-3 sièges pour la circonscription Outre-Mer, qui regroupe Saint-Pierre-et-Miquelon, la Guadeloupe, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Martinique, la Guyane, la Réunion, Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis et Futuna.

Pour mémoire

En France, les élections européennes auront lieu **le samedi 24 mai 2014** pour les électeurs **de Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, des départements des Antilles et de la Guyane**, ainsi que pour les électeurs convoqués dans les bureaux de vote ouverts par les ambassades et **les postes consulaires situés sur le continent américain.**

Elles se dérouleront **le dimanche 25 mai 2014 pour le reste du territoire**

Le Parlement européen se mobilise pour les journalistes-otages en Syrie

Enlevés en juin 2013, alors qu'ils étaient en reportage dans le nord de la Syrie, quatre journalistes français sont toujours détenus par leurs ravisseurs. Deux confrères espagnols sont dans la même situation, alors que deux journalistes suédois ont pu être libérés au début du mois de janvier

L'enquête sur la troïka divise les eurodéputés

06.02.2014

Une visite à Athènes de la délégation parlementaire sur le rôle de la troïka dans la crise a révélé de profondes divisions entre les eurodéputés chargés de l'enquête. Seul point d'accord, le manque de transparence du système tripartite.

Droits d'auteur: des licences paneuropéennes pour les services de musique en ligne

De nouvelles dispositions relatives aux droits d'auteur, adoptées par le Parlement ce mardi, faciliteront l'octroi de licences pour l'utilisation d'œuvres musicales en ligne dans l'Union européenne. Cette législation, objet d'un accord avec le Conseil, devrait stimuler la création des services de musique en ligne pour les consommateurs et garantir une meilleure protection et un paiement rapide des droits d'auteur.

Le PE favorable à un nouveau plan d'action contre l'homophobie

La lutte contre les discriminations sexuelles progresse en Europe. Le Parlement européen a voté, mardi 4 février, à Strasbourg, le rapport qui demande un nouveau plan d'action pour lutter contre l'homophobie et la transphobie, dans le cadre du combat contre toutes les discriminations

ETATS

Allemagne

L'Allemagne prête à s'impliquer plus sur la scène diplomatique

Les alliés européens et américains de Berlin ont accueilli avec satisfaction **l'évolution de l'Allemagne, qui se dit désormais prête à assumer davantage de responsabilités sur la scène internationale**, mais ils attendent maintenant que ce changement de ton se traduise par des actes et ce week-end, à la conférence annuelle sur la sécurité qui s'est tenue à Munich, l'Allemagne a promis de **ne plus dire systématiquement "non"** quand on lui demanderait de participer à des opérations à l'étranger.

Angela Merkel reste réticente à l'adhésion de la Turquie à l'UE

En difficulté sur le plan intérieur, **Recep Tayyip Erdogan cherche des soutiens étrangers**. Après avoir accueilli François Hollande à Ankara il y a une semaine, le premier ministre turc était mardi à Berlin.

«Les négociations d'adhésion avec la Turquie sont un processus dont l'issue est ouverte», a-t-elle expliqué. **«Mais je suis sceptique sur un statut d'État membre complet»**

Autriche

Naturalisation expresse pour mérites exceptionnels

Le ministère de l'Intérieur prépare un catalogue de critères pour l'attribution expresse de la citoyenneté autrichienne en raison de « performances exceptionnelles », informe la presse. Plus de 60 personnalités de la culture, du sport ou de l'économie bénéficient chaque année d'une naturalisation accélérée

L'apprentissage du français en baisse

Selon les chiffres de Statistik Austria, le nombre d'apprenants de français est en baisse, alors que celui d'apprenants d'espagnol a doublé dans le secondaire ces dix dernières années. Le rapport met en lumière **le retour du latin** parmi les options linguistiques les plus prisées ; **le russe, et l'italien** sont également en progression.

Espagne

Grande manifestation pro-avortement à Madrid, soutiens en Europe

Aux cris "d'avortement libre", des milliers de personnes ont défilé samedi à Madrid pour la première grande manifestation contre le projet de loi qui supprime en Espagne le droit à l'interruption de grossesse, soutenue par d'autres rassemblements notamment en France. Après Bruxelles mercredi dernier, Paris et Londres, entre autres, ont été le théâtre de manifestations devant les ambassades espagnoles

Le chômage repart à la hausse

Le nombre de personnes inscrites au chômage est reparti à la hausse au mois de janvier avec une progression de 2,5% à 4 millions huit cent mille, selon le ministère de l'emploi.

La quatrième économie de la zone euro a recensé 113.000 chômeurs de plus en janvier 2014 sur un an : un chiffre faible par rapport aux autres mois de janvier. C'est ce que veut retenir le gouvernement Rajoy.

France

Le gouvernement ne présentera pas de projet de loi famille en 2014

Le projet de loi famille repoussé à 2015 au plus tôt. **Raison officielle :** des « travaux préparatoires qui doivent se poursuivre » pour peaufiner ce projet de loi, ainsi qu'un « calendrier parlementaire déjà dense »

République Tchèque

Invité à Prague, Viktor Ianoukovitch n'est pas le bienvenu pour tous

Accueillir ou ne pas accueillir Viktor Ianoukovitch à Prague ? C'est la question que se posent ces derniers jours beaucoup de Tchèques. Invité par son

06.02.2014

homologue Miloš Zeman, le président ukrainien devrait effectuer une visite en République tchèque début avril dans le cadre du sommet du Partenariat oriental. **Mais Viktor Ianoukovitch n'est pas le seul chef d'Etat controversé** attendu dans les mois à venir. *Le président ouzbek Islom Karimov, et Gurbanguly Berdimuhamedow, président, lui, du Turkménistan,*

ECONOMIE/FINANCE

Manipulations de marches : au minimum quatre ans de prison pour les fraudeurs

Un projet législatif approuvé par le Parlement contraindrait les États membres à fixer une peine d'emprisonnement d'au moins quatre ans pour les formes les plus graves de délits, comme la manipulation du taux d'intérêt de référence du LIBOR

La lutte contre l'euro fort marque des points en France

La Banque centrale européenne tient sa réunion mensuelle jeudi 6 février. Les appels à une politique plus expansionniste se multiplient, notamment en France

Berlin prépare un troisième plan d'aide pour la Grèce

Athènes sera à cours d'argent à la mi-2014. L'Allemagne travaille à un nouveau plan d'aide. Sous conditions...

Selon l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, les fonctionnaires du ministère fédéral des Finances à Berlin travaillerait actuellement à la réalisation d'un troisième plan d'aide à Athènes... sans réduction de la dette. Selon les informations du Spiegel, cette aide serait accordée avant les élections européennes de mai comportant soit une nouvelle restructuration de la dette, soit un nouveau programme de soutien. **Le montant de cette nouvelle aide serait de 10 à 20 milliards d'euros**

La Banque centrale européenne pressée d'agir face au risque déflationniste

Jeudi, Les cambistes manifestaient leur prudence sur la monnaie unique européenne avant l'annonce de la décision de politique monétaire de la BCE après une salve d'indicateurs économiques mitigés des deux côtés de l'Atlantique. **Finalement, La BCE laisse son principal taux directeur inchangé à 0,25%.**

L'euro a rebondi face au dollar jeudi, soutenu par des propos jugés moins prudents qu'attendu de Mario Draghi qui a souligné jeudi que **la zone euro n'était pas confrontée à un épisode de déflation**, malgré une inflation basse qui pouvait s'avérer inquiétante à la longue.

RELATIONS EXTERIEURES/ ETATS HORS DE L'UE 28

La crise en UKRAINE

Une médiation internationale ? L'opposition ukrainienne au pouvoir du président Viktor Ianoukovitch a déclaré dimanche 2 février qu'elle souhaitait une médiation internationale dans ses pourparlers avec ce dernier "pour éviter des interprétations divergentes".

Vitali Klitschko star incontestable à Munich

Cette question a été abordée samedi à Munich à l'occasion de **la Conférence sur la sécurité** où les chefs de la diplomatie américaine, française et allemande ont rencontré les dirigeants de l'opposition ukrainienne, et Vitali Klitschko a posé **les conditions des opposants** au régime en place à Kiev

« La libération de toutes les personnes emprisonnées, le retour à la Constitution de 2004, la modification des lois électorales, des élections présidentielle et parlementaire. La solution de la crise est entre les mains des Ukrainiens mais les amis de la démocratie dans notre pays peuvent nous aider ».

Lundi

Des opposants ukrainiens ont déposé des faux billets de banque tachés de rouge lundi à Kiev devant les bureaux de la Deutsche Bank, accusant cette dernière d'accueillir des fonds provenant de proches, corrompus selon eux, du président Viktor Ianoukovitch.

La diplomatie européenne au chevet de l'Ukraine" titre *Libération*.

Mais Le réveil de l'UE sur la situation ukrainienne intervient alors que l'opposition a de grandes attentes. Une opposition qui se dit oubliée par les 28 Etats membre

Mardi

Le Parlement ukrainien s'est réuni ce mardi 4 février à Kiev. Aucune décision sur les élections anticipées ou sur une réforme constitutionnelle n'a été annoncée

Mercredi

La Russie met en garde contre un changement de cap laissant entendre qu'une telle évolution l'empêcherait de poursuivre l'aide promise à Kiev. Moscou s'inquiète de plus en plus du retard de l'Ukraine dans le paiement de ses factures de gaz et souhaite obtenir des explications sur son évolution politique, alors que les manifestations pro-UE se poursuivent, a indiqué en substance le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Selon lui, le président Poutine ne reviendra pas sur son engagement d'octroyer une aide de 15 milliards de dollars à l'Ukraine et, en même temps,

06.02.2014

de baisser de 30% le prix du gaz russe livré à son voisin aussi longtemps que Kiev respectera, de son côté, ses engagements envers Moscou.

De son côté, Catherine Ashton, chef de la diplomatie de l'Union européenne, était en visite à Kiev ce mercredi 5 février 2014. Elle a invité le président ukrainien Viktor Ianoukovitch à trouver une sortie de crise par le dialogue pour mettre fin aux violences, mais Selon le commissaire européen à l'Elargissement Stefan Füle, **Bruxelles ne prendra aucune sanction contre les officiels ukrainiens. Viktor Ianoukovitch, semble vouloir gagner du temps** avant de prendre la moindre décision. Le président ukrainien a annoncé qu'il attendrait la semaine prochaine pour nommer un nouveau Premier ministre.

Jeudi La secrétaire d'Etat américaine adjointe, Victoria Nuland, est attendue jeudi dans la capitale ukrainienne.

Les Etats-Unis, après l'Europe, vont tenter jeudi de faire pression en vue d'une solution politique

Elargissement

Turquie, Ukraine, Serbie... Les Européens de moins en moins favorables aux élargissements de l'Union. Les raisons du mécontentement

Pour en savoir plus En 2002, les Européen regardaient les élargissements de l'Union d'un bon œil mais le contexte économique a tout changé chez les citoyens.

En 2002 et en 2006, les chiffres des différents eurobaromètres montrent une attitude plutôt positive des Européens quant à l'élargissement. Néanmoins, dès 2009 ces derniers considèrent en grande majorité que **les élargissements successifs** ont eu des **conséquences négatives**.

Depuis, les pays comme les institutions de l'UE ont fui le débat démocratique lors des élargissements de 2004, 2007 et plus encore 2013. Force est de constater que tous les pays entrés depuis 2004 étaient et restent plus pauvres que la moyenne de l'UE. Cela finit par se savoir et contribue à une "**fatigue des élargissements**", bien que la majorité des nouveaux Etats membres progresse. Ajoutons que le contexte joue un rôle : **la crise amorcée en 2008 conduit beaucoup à se préoccuper davantage de leur proximité que de pays éloignés** et finalement mal connus.

Partenariat transatlantique

Décidément, les négociations s'annoncent longues. Certains élus américains s'opposent en effet à une "procédure accélérée" de ratification parlementaire.

06.02.2014

Ce qui menace de **plomber des discussions déjà épineuses** entre l'Union européenne et les Etats-Unis .

Soucieuse de donner un coup de fouet aux exportations américaines, l'administration Obama a récemment cherché à réactiver une législation étrennée en 1974 qui lui permettrait de négocier des accords commerciaux **en détail** avant de demander au Congrès de **les avaliser en bloc**, sans en discuter le contenu.

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

Nucléaire : Bruxelles a ouvert une enquête sur les EPR britanniques

Tandis que François Hollande et David Cameron ont conclu la semaine passée **des accords de sous-traitance pour la construction de deux EPR à Hinkley Point** (sud-ouest de l'Angleterre), la Commission européenne a publié de son côté le rapport qui a justifié l'ouverture d'une enquête approfondie pour aide d'Etat, le 18 décembre. En conclusion d'une note de soixante-dix pages, Bruxelles « *doute que l'aide puisse être déclarée compatible* » avec les règles européennes, évoquant le risque de « *distorsions de concurrence* ».

Les critiques du commissaire à l'énergie sur le paquet climat passent mal

Le commissaire européen à l'énergie s'est retrouvé dans une situation délicate en **critiquant le paquet énergie-climat** devant un parterre d'entrepreneurs européens la semaine dernière. Il s'en est pris à ceux qui pensent que l'objectif de réduction de 40 % de CO₂ pourrait « sauver le monde ». Il les avait même qualifiés d'« arrogants ou stupides ». Günther Oettinger a répété son opposition à un objectif contraignant portant à 27 % la part des énergies renouvelables au niveau des États membres d'ici 2030.

SOCIAL/PRACTIQUE

Le taux de chômage à 12,0% dans la zone euro - À 10,7% dans l'UE28

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 12,0% en décembre 2013, stable depuis octobre. Il se situait à 11,9% en décembre 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,7% en décembre 2013, en baisse par rapport au taux de 10,8% relevé en novembre

L'UE fixe un cadre pour les employés saisonniers des pays tiers

Les travailleurs saisonniers des pays tiers à l'UE devront bénéficier de conditions d'emploi et de rémunération équivalentes à celles du pays hôte, aux termes d'une nouvelle directive adoptée mercredi par le Parlement européen.

***Pour en savoir plus* C'est la première fois que l'Union légifère sur le travail saisonnier**

Toute demande d'entrée dans l'UE comme travailleur saisonnier devra inclure un contrat de travail précisant le lieu et la durée de l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures de travail hebdomadaires ou mensuelles.

Les employeurs devront assurer à leurs recrues un logement décent et un salaire conforme au niveau garanti aux ressortissants du pays d'accueil.

Trois questions pour tout savoir sur les nouveaux virements Sepa

La norme bancaire européenne devait simplifier les transactions. Elle occasionne finalement de nombreux bugs. Mais de quoi s'agit-il, au juste ? Les bugs se multiplient à l'occasion du passage au système Sepa qui devait rendre plus simples les transactions en Europe.

Que se passe-t-il dans les banques ? Pourquoi la mise en place de cette nouvelle norme pose-t-elle tant de soucis ? Qu'est-ce qu'un virement Sepa ?

Le sigle Sepa signifie "Single euro paiements area".

Il désigne un espace européen où les transactions en euros sont possibles, un espace qui couvre les 28 pays de l'Union européenne ainsi que l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège et la Suisse. Concrètement, dans cette zone, **les comptes bancaires** sont désignés par un **identifiant unique composé d'un IBAN** (identifiant du compte bancaire) et **BIC** (identifiant de la banque), **valable partout dans la zone européenne**. Des données qui sont inscrites sur les relevés d'identité bancaire depuis 2001. En harmonisant les coordonnées bancaires européennes, **le système Sepa doit rendre plus faciles et plus rapides les transactions.**

Quels changements pour les entreprises ?

Le décalage de l'entrée en vigueur de Sepa était inévitable. Selon le magazine Challenges, dans l'Hexagone, près de 30% des virements n'étaient pas encore aux normes en décembre ainsi que 65% des prélèvements. A la date butoir du 1er février, c'étaient

principalement les PME qui n'étaient pas prêtes. Dans l'impossibilité d'effectuer des transactions avec leurs fournisseurs et leurs clients, elles risquaient l'asphyxie financière.

Le passage du format national aux normes européennes nécessite une mise en conformité de toutes les coordonnées bancaires que possède une entreprise : fournisseurs, salariés, clients... Elle peut également imposer **la mise aux normes ou le remplacement des logiciels** de facturation ou de paie... Un processus qui peut "*s'étaler sur plusieurs mois*",

Les banques, au cœur du système, ont connu de nombreux incidents, en raison de l'afflux de données informatiques à traiter en peu de temps. Virements bloqués ou retardés, prélèvements erronés

Quels changements pour les particuliers ?

Si, de prime abord, cette harmonisation entre norme nationale et norme européenne ne semble en rien bousculer le quotidien des clients, une subtilité de taille est pourtant à souligner.

Actuellement, un particulier qui veut mettre en place un prélèvement sur son compte **doit transmettre ses coordonnées bancaires avant de l'autoriser auprès de sa banque. Avec le programme Sepa, cette demande d'autorisation de prélèvement n'existera plus.** Un "détail" qui inquiète les associations de consommateurs comme **l'UFC-Que choisir.**

Car la sécurité des transactions serait en jeu. "*Les paiements par carte bancaire étant de plus en plus sûrs, les fraudeurs se tournent désormais vers les prélèvements à mandat unique, beaucoup moins sécurisés.* Les consommateurs seraient exposés à un plus grand risque de fraude, susceptible de passer inaperçue.

Pour pallier ces risques, l'association de consommateurs a mis en place ses propres garde-fous sur son site internet. Elle conseille aux particuliers de dresser deux listes : **une liste noire** comportant l'ensemble des fournisseurs dont ils refusent les prélèvements (un ancien opérateur de téléphonie mobile après rupture de contrat par exemple) et **une liste blanche** indiquant les opérateurs autorisés à prélever sur leur compte (son bailleur, le Trésor public, son opérateur téléphonique...).

BREVES

La Commission propose de combiner et de renforcer les programmes existants de distribution de lait et de fruits dans les écoles

Dans le contexte actuel d'une baisse de la consommation de ces produits chez les enfants, l'objectif est de lutter plus efficacement contre une mauvaise alimentation, de renforcer les aspects éducatifs des programmes et de contribuer à la lutte contre l'obésité.

06.02.2014

Yémen: l'ambassade de France ouverte après des attentats en début de semaine

L'ambassade de France au Yémen fonctionne normalement lundi après une série d'attentats nocturnes près de la chancellerie et du ministère de la Défense à Sanaa, qui ont fait trois blessés, selon des sources diplomatique et policière

La taxe sur les transactions financières, enjeu du sommet franco-allemand

Les ministres français et leurs homologues allemands se réuniront à l'Élysée le 19 février prochain. Le sort de la TTF (taxe sur les transactions financières) européenne sera tranché à cette occasion

Dieudonné persona non grata au Royaume-Uni

« Pas de ça chez nous » : le message est clair, Londres ne veut rien avoir à faire avec le et ne veut pas voir exporter sur son territoire la polémique à propos de la quenelle.

Le Home Office, le ministère de l'intérieur britannique, a donc pris les devants en annonçant promptement que Dieudonné faisait l'objet d'une mesure d'exclusion et qu'il serait interdit d'entrée au Royaume-Uni.

Elizabeth II en France pour le 70ème anniversaire du Débarquement

A l'invitation de François Hollande, Elisabeth II effectuera une visite d'Etat en France, du 5 au 7 juin 2014. En compagnie de son époux, le prince Philip, la reine d'Angleterre assistera en Normandie à plusieurs cérémonies du 70e anniversaire du Débarquement et le couple sera reçu à l'Élysée. La dernière visite d'Etat en France de la reine Elisabeth II remonte à 2004.

La France condamnée pour son faible taux de scolarisation des enfants autistes

Seuls 20% des enfants autistes sont aujourd'hui scolarisés dans des établissements classiques. Trop peu, juge le Conseil de l'Europe.

MEDIAS EUROPEENS

Ukraine : Vienna connection ?

Vienne Une partie de la presse se fait l'écho des propos de l'eurodéputée verte allemande, Rebecca Harms, selon laquelle de nombreux dignitaires ukrainiens seraient détenteurs de passeports autrichiens, dont l'ancien premier ministre

Mykola Azarov ; ce qui rendrait caduques des interdictions de séjour. **Die Presse et Kurier** se font aussi l'écho de rumeurs sur des comptes bancaires, des entreprises fictives et des activités de blanchiment d'argent. L'opposition ukrainienne critique la « double morale autrichienne », rapporte

06.02.2014

Kurier. L'eurodéputée autrichienne, Ulrike Lunacek (les Verts), demande le gel des comptes des dirigeants ukrainiens, informe **Der Standard**.

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **jp.villaescusa@assemblee-afe.fr**